

Rapport financier 2011

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Drummondville

Code géographique : 49058

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), M. BENOIT CARIGNAN, CPA, CGA, atteste la véracité du rapport financier

de Drummondville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011.
(Nom de l'organisme)

Date 2012-06-04 Signature _____

Dernière modification : 2012-05-28 08:21:13

Réservé au ministère

273 394 062	21 715 415	58 332 083	1,2309
-------------	------------	------------	--------

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Informations sectorielles (1)	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	16
Charges par objets	17
État des résultats	18
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État de la situation financière	20
État des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers	22
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	23
Avantages sociaux futurs	24
Endettement total net à long terme	25
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	27
Analyse des charges	28

(1) Lorsque le rapport financier est non consolidé, les pages concernant les informations sectorielles ne s'appliquent pas.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du rapport financier ci-joint de la Ville de Drummondville qui comprend l'état de la situation financière au 31 décembre 2011, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour le rapport financier

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ce rapport financier conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation du rapport financier exempt d'anomalies significatives, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le rapport financier, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le rapport financier ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans le rapport financier. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le rapport financier comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle du rapport financier afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du rapport financier.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le rapport financier donne, dans tous ses aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Drummondville au 31 décembre 2011, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Drummondville inclut dans son rapport financier certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 15, 16, 23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) accumulé et la ventilation de l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Le budget apparaissant dans le rapport financier n'a pas fait l'objet d'un audit.

1 CPA auditeur, CA permis no A108491

DATE 2012-05-24

Dernière modification : 2012-05-28 08:21:13

Réservé au ministère

273 394 062	21 715 415	58 332 083	1,2309
-------------	------------	------------	--------

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Dernière modification : 2012-05-28 08:21:13

Réservé au ministère

273 394 062	21 715 415	58 332 083	1,2309
-------------	------------	------------	--------

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Budget 2011		Réalizations 2011		Réalizations 2010
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes	1	66 363 092	67 063 209	67 063 209	61 036 364
Paiements tenant lieu de taxes	2	3 465 900	3 485 202	3 485 202	3 316 647
Quotes-parts	3				
Transferts	4	3 787 051	3 993 569	3 993 569	3 819 771
Services rendus	5	2 957 215	3 087 189	3 087 189	3 057 095
Imposition de droits	6	2 050 000	3 216 071	3 216 071	3 015 347
Amendes et pénalités	7	2 000 000	1 846 635	1 846 635	1 963 695
Intérêts	8	320 000	373 171	373 171	486 596
Autres revenus	9	250 000	910 104	910 104	969 590
	10	81 193 258	83 975 150	83 975 150	77 665 105
Investissement					
Taxes	11		815 233	815 233	409 935
Quotes-parts	12				
Transferts	13		16 005 956	16 005 956	13 664 407
Autres revenus	14				
Contributions des promoteurs	15		463 850	463 850	26 747
Autres	16				
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	17		17 285 039	17 285 039	14 101 089
	18	81 193 258	101 260 189	101 260 189	91 766 194
Charges					
Administration générale	19	8 317 999	7 624 074	397 903	8 021 977
Sécurité publique	20	13 455 638	13 313 827	407 751	13 721 578
Transport	21	11 992 132	12 318 430	4 966 299	17 284 729
Hygiène du milieu	22	16 302 200	15 333 235	4 908 824	18 216 330
Santé et bien-être	23	225 000	217 188	217 188	212 928
Aménagement, urbanisme et développement	24	3 373 032	3 190 245	257 702	3 082 990
Loisirs et culture	25	12 268 001	12 451 890	720 781	12 585 920
Réseau d'électricité	26				
Frais de financement	27	3 267 533	3 436 625		3 436 625
Amortissement des immobilisations	28	11 743 080	11 659 260	(11 659 260)	
	29	80 944 615	79 544 774		79 544 774
Excédent (déficit) de l'exercice	30	248 643	21 715 415		21 715 415

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

		2011		2010
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	248 643	21 715 415	18 082 528
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 17 285 039)	(14 101 089)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	248 643	4 430 376	3 981 439
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	11 743 080	11 659 260	11 175 880
Produit de cession	5	250 000	11 315	5 436
(Gain) perte sur cession	6	(250 000)	191 486	37 040
Réduction de valeur	7			
	8	11 743 080	11 862 061	11 218 356
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		311 936	246 663
Réduction de valeur	10			
	11		311 936	246 663
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12		117 028	1 119
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13		(111 096)	5 754
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		13 211	(35 275)
	15		19 143	(28 402)
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	9 673 464)	(9 717 763)	(8 584 187)
	18	(9 673 464)	(9 717 763)	(8 584 187)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	2 000 000)	(1 993 338)	(2 408 153)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	506 741	(1 456 082)	
Excédent de fonctionnement affecté	21	(825 000)		(1 233 901)
Réserves financières et fonds réservés	22		(678 441)	(812 369)
Montant à pourvoir dans le futur	23		(959)	(993)
Financement des investissements en cours	24			
	25	(2 318 259)	(4 128 820)	(4 455 416)
	26	(248 643)	(1 653 443)	(1 602 986)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		2 776 933	2 378 453

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011		2010
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		17 285 039	14 101 089
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2	(301 000)	(641 560)	(848 652)
Sécurité publique	3	(696 600)	(708 416)	(501 243)
Transport	4	(6 515 265)	(7 236 272)	(10 646 309)
Hygiène du milieu	5	(501 907)	(1 908 542)	(2 995 040)
Santé et bien-être	6	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(300 000)	(7 947 043)	(2 355 968)
Loisirs et culture	8	(17 029 031)	(25 254 976)	(21 421 013)
Réseau d'électricité	9	()	()	()
	10	(25 343 803)	(43 696 809)	(38 768 225)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11	()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12	()	(175 922)	(175 922)
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	17 822 703	17 645 048	18 779 000
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	2 000 000	1 993 338	2 408 153
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16	5 521 100		39 019
Réserves financières et fonds réservés	17		(722 319)	3 421 310
	18	7 521 100	1 271 019	5 868 482
	19		(24 956 664)	(14 296 665)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		(7 671 625)	(195 576)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011		2010
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	17 436 698	17 418 919	15 968 714
Charges sociales	2	4 395 656	4 082 573	3 761 177
Biens et services	3	37 021 767	38 074 710	34 248 573
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	2 744 601	2 976 384	2 454 045
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	522 932	460 241	65 951
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	1 761 934	1 761 936	2 593 516
Autres	10	2 831 042	6 628 505	6 464 921
Autres organismes	11			
Amortissement des immobilisations	12	11 743 080	11 659 260	11 175 880
Autres				
- Imputations et autres	13	2 486 905	(3 517 754)	(3 049 111)
-	14			
-	15			
	16	80 944 615	79 544 774	73 683 666

**ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Budget 2011	Réalizations	
			2011	2010 (Redressées note 18)
Revenus				
Taxes	1	66 363 092	67 878 442	61 446 299
Paiements tenant lieu de taxes	2	3 465 900	3 485 202	3 316 647
Quotes-parts	3			
Transferts	4	3 787 051	19 999 525	17 484 178
Services rendus	5	2 957 215	3 087 189	3 057 095
Imposition de droits	6	2 050 000	3 216 071	3 015 347
Amendes et pénalités	7	2 000 000	1 846 635	1 963 695
Intérêts	8	320 000	373 171	486 596
Autres revenus	9	250 000	1 373 954	996 337
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	81 193 258	101 260 189	91 766 194
Charges				
Administration générale	12	8 698 859	8 021 977	7 550 388
Sécurité publique	13	13 870 628	13 721 578	13 769 908
Transport	14	16 863 022	17 284 729	15 745 206
Hygiène du milieu	15	21 083 840	20 242 059	18 216 330
Santé et bien-être	16	225 000	217 188	212 928
Aménagement, urbanisme et développement	17	3 586 842	3 447 947	3 082 990
Loisirs et culture	18	13 348 891	13 172 671	12 585 920
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	3 267 533	3 436 625	2 519 996
	21	80 944 615	79 544 774	73 683 666
Excédent (déficit) de l'exercice	22	248 643	21 715 415	18 082 528
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		251 544 618	233 557 994
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24		134 029	38 125
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		251 678 647	233 596 119
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		273 394 062	251 678 647

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Budget 2011	Réalizations	
			2011	2010 (Redressées note 18)
Excédent (déficit) de l'exercice	1	248 643	21 715 415	18 082 528
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	25 343 803 ) (	43 696 809 ) (	38 768 225)
Produit de cession	3	250 000	11 315	5 436
Amortissement	4	11 743 080	11 659 260	11 175 880
(Gain) perte sur cession	5	(250 000)	191 486	37 040
Réduction de valeur	6			
	7	(13 600 723)	(31 834 748)	(27 549 869)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		311 936	246 663
Variation des stocks de fournitures	9		(50 683)	(51 318)
Variation des autres actifs non financiers	10		(398 428)	(137 291)
	11		(137 175)	58 054
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(13 352 080)	(10 256 508)	(9 409 287)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		(61 554 841)	(52 049 650)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14		134 029	38 125
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		(61 420 812)	(52 011 525)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16		(71 677 320)	(61 420 812)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010 (Redressé note 18)
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	4 644 114	940 223
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	43 167 425	31 733 266
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5	595 880	550 196
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	5 099 275	3 948 253
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	<u>53 506 694</u>	<u>37 171 938</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	11 155 888	12 148 583
Emprunts temporaires	11	10 241 263	1 791 234
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	10 213 115	11 495 147
Revenus reportés (note 11)	13	2 185 723	939 592
Dette à long terme (note 12)	14	91 388 025	72 218 194
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	<u>125 184 014</u>	<u>98 592 750</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	<u>(71 677 320)</u>	<u>(61 420 812)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	337 193 317	305 358 569
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	5 734 952	6 046 888
Stocks de fournitures	20	1 182 944	1 132 261
Autres actifs non financiers (note 15)	21	960 169	561 741
	22	<u>345 071 382</u>	<u>313 099 459</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	<u>273 394 062</u>	<u>251 678 647</u>
Obligations contractuelles (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010 (Redressées note 18)
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	21 715 415	18 082 528
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	11 659 260	11 175 880
Autres			
- Perte sur cession	3	191 486	37 040
- Provision pour moins-value	4	13 210	(35 275)
	5	33 579 371	29 260 173
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(11 434 159)	(15 004 851)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(1 282 032)	6 338 243
Revenus reportés	9	1 246 131	(238 914)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(1 151 022)	(874 850)
Propriétés destinées à la revente	11	311 936	246 663
Stocks de fournitures	12	(50 683)	(51 318)
Autres actifs non financiers	13	(398 428)	(137 291)
	14	20 821 114	19 537 855
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(43 696 809)	(38 768 225)
Produit de cession	16	11 315	5 436
	17	(43 685 494)	(38 762 789)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(175 922)	(175 922)
Remboursement ou cession	19	117 028	1 119
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	(58 894)	(174 803)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	29 271 482	19 483 660
Remboursement de la dette à long terme	24	(10 101 651)	(8 909 969)
Variation nette des emprunts temporaires	25	8 450 029	884 616
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	27 619 860	11 458 307
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	4 696 586	(7 941 430)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	(11 208 360)	(3 266 930)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹	32	(6 511 774)	(11 208 360)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

A) Périmètre comptable et partenariat

La Ville est membre de la Municipalité Régionale de Comté de Drummond et en conséquence est assujettie aux quotes-parts pour services rendus par cette dernière.

La Ville est responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité Régionale de Comté de Drummond. Au 31 décembre 2011, la partie attribuable à la Ville de Drummondville est évalué à 178 964 \$.

La Ville doit inclure dans son périmètre comptable et préparer un rapport financier consolidé si des organismes sont contrôlés par la Ville. La Ville n'a pas à inclure les états financiers d'organismes puisqu'elle n'en contrôle pas.

B) Comptabilité d'exercice

Depuis le 1er janvier 2000, la Ville applique la comptabilité d'exercice.

Selon cette méthode, les revenus et les dépenses sont comptabilisés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les événements. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où elles sont réglées.

Estimations comptables:

Pour dresser le rapport financier conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans le rapport financier et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des revenus:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;
- Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et les paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;
- Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

l'acte de transfert;

- Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués à la moindre valeur, représentée par le moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est établi linéairement selon leur durée de vie utile.

Infrastructures : 10, 15, 20 et 40 ans

Bâtiments : 10, 15, 20, 30 et 40 ans

Véhicules : 10, 15, 20, 25 et 30 ans

Ameublement et équipement de bureau : 5 et 10 ans

Machinerie, outillage et équipement divers : 5, 10, 15 et 20 ans

D) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés au rapport financier dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

E) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2011 selon la méthode de la valeur lissée des actifs sur une période de cinq ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

F) Montant à pourvoir dans le futur

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par la Ville et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

G) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	4 644 114	940 223
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	5 935 414	4 021 011
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	23 642 403	13 381 787
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	6 013 037	7 535 463
Organismes municipaux	8	76 377	27 323
Autres			
- Facturations diverses	9	5 757 437	4 961 084
- Cour municipale	10	1 742 757	1 806 598
	11	43 167 425	31 733 266
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	13 941 155	2 587 514
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	13 941 155	2 587 514
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	644 234	555 246
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	595 880	550 196
Autres placements	23		
	24	595 880	550 196
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	5 099 275	3 948 253
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()	()
	27	<u>5 099 275</u>	<u>3 948 253</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	278 439	421 616
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	93 583	92 342
	33	<u>372 022</u>	<u>513 958</u>
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34		
Autres	35		
	36		
Note			
10. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	5 573 464	8 041 485
Salaires et avantages sociaux	38	1 246 020	853 856
Dépôts et retenues de garantie	39	2 660 279	2 229 456
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Int. courus dette long terme	42	292 470	79 611
- Autres courus et passifs	43	440 882	290 739
-	44		
-	45		
-	46		
	47	<u>10 213 115</u>	<u>11 495 147</u>
Note			
11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	616 014	618 977
Transferts	49		
Autres			
- Revenus reportés autres	50	1 569 709	320 615
-	51		
	52	<u>2 185 723</u>	<u>939 592</u>
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

						2011	2010
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,50	9,63	2013	2021	53	87 249 800	67 806 649
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					55	3 222 052	3 656 862
Organismes municipaux					56		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					57		
Autres					58	916 173	754 683
					59	91 388 025	72 218 194
Frais reportés liés à la dette à long terme					60	() ()	
					61	91 388 025	72 218 194

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme					Total 2011
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2012	62	70	14 154 565	78	87	498 596	95	14 653 161
2013	63	71	17 673 336	79	88	477 261	96	18 150 597
2014	64	72	12 627 312	80	89	490 600	97	13 117 912
2015	65	73	10 420 343	81	90	411 435	98	10 831 778
2016	66	74	11 444 377	82	91	369 354	99	11 813 731
2017 et +	67	75	20 929 867	83	92	1 890 979	100	22 820 846
	68	76	87 249 800	84	93	4 138 225	101	91 388 025
Intérêts et frais accessoires				85	()		102	()
	69	77	87 249 800	86	94	4 138 225	103	91 388 025

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

13. Immobilisations		<u>Solde au début</u>	<u>Addition</u>	<u>Cession / Ajustement</u>	<u>Solde à la fin</u>
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	52 303 802	132 848 292	159 186	53 152 094
Eaux usées	105	142 911 575	133 1 817 073	160 187	144 728 648
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	160 967 103	134 6 116 350	161 7 245 048	188 159 838 405
Autres	107		135 6 048 882	162 (7 245 048)	189 13 293 930
Réseau d'électricité	108		136	163	190
Bâtiments	109	32 636 389	137 1 405 618	164	191 34 042 007
Améliorations locatives	110		138	165	192
Véhicules	111	10 171 444	139 1 437 516	166 888 394	193 10 720 566
Ameublement et équipement de bureau	112	3 975 119	140 472 142	167	194 4 447 261
Machinerie, outillage et équipement divers	113	5 592 342	141 939 945	168	195 6 532 287
Terrains	114	1 655 535	142 808 463	169	196 2 463 998
Autres	115		143	170	197
	116	<u>410 213 309</u>	<u>144 19 894 281</u>	<u>171 888 394</u>	<u>198 429 219 196</u>
Immobilisations en cours	117	<u>57 580 774</u>	<u>145 23 802 528</u>	<u>172</u>	<u>199 81 383 302</u>
	118	<u>467 794 083</u>	<u>146 43 696 809</u>	<u>173 888 394</u>	<u>200 510 602 498</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	22 315 471	147 1 309 758	174	201 23 625 229
Eaux usées	120	50 594 459	148 3 573 566	175	202 54 168 025
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	64 649 563	149 4 211 360	176 1 710 887	203 67 150 036
Autres	122		150 507 347	177 (1 710 887)	204 2 218 234
Réseau d'électricité	123		151	178	205
Bâtiments	124	14 552 222	152 877 900	179	206 15 430 122
Améliorations locatives	125		153	180	207
Véhicules	126	4 143 925	154 583 335	181 685 593	208 4 041 667
Ameublement et équipement de bureau	127	2 925 165	155 294 527	182	209 3 219 692
Machinerie, outillage et équipement divers	128	3 254 709	156 301 467	183	210 3 556 176
Autres	129		157	184	211
	130	<u>162 435 514</u>	<u>158 11 659 260</u>	<u>185 685 593</u>	<u>212 173 409 181</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>305 358 569</u>			<u>213 337 193 317</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	214		217	219	221
Amortissement cumulé	215	()	218 ()	220 ()	222 ()
Valeur comptable nette	216				223

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
14. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	224	2 189 020	2 189 020
Immeubles industriels municipaux	225	3 117 738	3 312 819
Autres	226	428 194	545 049
	227	5 734 952	6 046 888
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	5 734 952	6 046 888

Note**15. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	230	277 326	135 825
Frais reportés			
- Dépôt MRC contrat déchet-récup	231	10 931	132 684
- Autres frais reportés	232	671 912	293 232
	233	960 169	561 741

Note**16. Obligations contractuelles**

a) Contrats à long terme : La Ville a signé des contrats à long terme avec différents organismes ou compagnies. Pour pourvoir à ces contrats à long terme, la Ville devra prévoir, au cours des cinq prochains exercices financiers, les sommes suivantes : 2012 - 11 598 411 \$, 2013 - 9 341 999 \$, 2014 - 5 260 789 \$, 2015 - 2 884 484 \$, 2016 - 2 347 671 \$.

b) Office municipal d'habitation : La Ville participe au déficit de l'office municipal d'habitation. La quote-part de la Ville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011 s'élève à 202 999 \$.

17. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

La Ville a cautionné des emprunts pour les organismes suivants:

La Société de Développement Économique de Drummondville (CLD Drummond) inc.	557 894 \$
La Société de Développement Économique de Drummondville (CLD Drummond) inc.	7 282 \$
La Société de Développement Économique de Drummondville (CLD Drummond) inc.	65 000 \$
La Société de Développement Économique de Drummondville (CLD Drummond) inc. (1)	20 137 \$
La Société de Développement Économique de Drummondville (CLD Drummond) inc.	1 618 385 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

La Société de Développement Économique de Drummondville (CLD Drummond) inc. (1)	783 337 \$
Centre communautaire Drummondville-Sud inc. (1)	403 743 \$
Centre communautaire Pierre-Lemaire (1)	757 742 \$
Centre communautaire Saint-Charles	609 838 \$
La société préventive de la cruauté envers les animaux du district électoral de Drummondville	150 000 \$
Parc aventure Drummond inc.	142 305 \$
Parc aventure Drummond inc. (1)	4 844 \$
Les loisirs St-Joseph de Drummondville inc. (1)	694 280 \$
Club de Voile Drummondville inc.	14 655 \$
Corporation rues principales Drummondville	641 223 \$
Corporation de la Maison des Arts Desjardins-Drummondville inc.	466,815 \$

(1) La Ville verse des subventions à ces organismes afin que ces derniers puissent rembourser leurs emprunts.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

Un citoyen a engagé une poursuite de 319 000 \$ conjointement contre la Ville et quatre autres parties en ce qui a trait à une prétendue erreur des pompiers de la Ville. De l'avis de la direction et de ses conseillers juridiques, cette poursuite est sans fondement. Aucune provision n'a été constituée dans le rapport financier.

Dans ce même dossier, l'assureur du citoyen a également engagé une poursuite de 526 678 \$ contre la Ville pour les mêmes raisons. De l'avis de la direction et de ses conseillers juridiques, cette poursuite est également sans fondement. Aucune provision n'a été constituée dans le rapport financier.

Diverses autres réclamations et poursuites judiciaires estimées à 350 000 \$ par la direction ont été entreprises contre la Ville de Drummondville. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges et le montant que la Ville pourrait, le cas échéant devoir verser. Une provision d'un montant de 60 000 \$ a été constituée dans le rapport financier du 31 décembre 2011.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

18. Redressement aux exercices antérieurs

La Ville a découvert que la comptabilisation des placements à long terme pour les exercices antérieurs à 2011 n'était pas adéquate. En conséquence, le solde de l'excédent accumulé au 1er janvier 2010 a été augmenté de 38 125 \$ et le rapport financier de l'exercice 2010 a été redressé. Le solde de l'excédent accumulé au 1er janvier 2011 a été augmenté d'un montant de 134 029 \$ correspondant à l'augmentation de 254 029 \$ de la valeur du placement à long terme et à la diminution des débiteurs de 120 000 \$ pour l'exercice 2010. Le poste administration autres à l'état des résultats de l'exercice 2010 a été diminué de 95 904 \$ et l'excédent de l'exercice a augmenté de 95 904 \$. Les postes de dépenses relatifs aux placements à long terme à titre d'investissement de l'état de la ventilation de l'excédent de l'exercice à des fins fiscales ont été augmentés de 39 982 \$, les dépenses d'affectations en activités d'investissement de l'état de la ventilation de l'excédent de l'exercice à des fins fiscales ont été augmentés de 175 922 \$ et l'excédent de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales a diminué de 120 000 \$.

19. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par la Ville.

20. Emprunts temporaires

Un emprunt temporaire autorisé de 15 000 000 \$, porte intérêt au taux préférentiel et est renouvelable annuellement. Cet emprunt est utilisé pour les opérations courantes de la Ville.

Treize emprunts temporaires autorisés d'un montant total de 34 124 184 \$, portent intérêt au taux préférentiel et sont renouvelables annuellement. Ces emprunts sont utilisés pour le financement à court terme de projets spécifiques entrepris par la Ville.

21. Chiffres de l'exercice précédent

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice courant.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

	2011	2010
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 4 552 824	3 775 891
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 12 768 316	7 911 474
Montant à pourvoir dans le futur	3 (2 441 ) (	3 400)
Financement des investissements en cours	4 (10 001 916)	(2 330 291)
Investissement net dans les éléments à long terme	5 266 077 279	242 324 973
	6 273 394 062	251 678 647

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Secteur ancien Dr'Ville	7 2 301 304	2 119 184
- Secteur St-Nicéphore	8 141 993	28 516
- Secteur St-Charles	9 9 956	498
- Secteur St-Joachim	10 (3 330)	(3 330)
- Actif avant sociaux futurs	11 5 099 275	3 948 253
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
	16 7 549 198	6 093 121
Excédent de fonctionnement affecté - Organisme contrôlés		
-	17	
-	18	
-	19	
	20	
Réserves financières		
-	21	
-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
	26	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	27 4 455 608	889 451
Fonds parcs et terrains de jeux	28 188 512	50 772
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	29 347 117	513 943
Société québécoise d'assainissement des eaux	30 148 847	125 947
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	31 79 034	238 240
Fonds d'amortissement	32	
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres		
-	34	
-	35	
-	36	
-	37	
	38 5 219 118	1 818 353
	39 12 768 316	7 911 474

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 (2 441) ()	(3 400)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Autres		
-	48 () ()	()
-	49 () ()	()
	50 (2 441) ()	(3 400)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	51 944 776	5 095 958
Investissements à financer	52 (10 946 692) ()	(7 426 249)
	53 (10 001 916)	(2 330 291)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	54 337 193 317	305 358 569
Propriétés destinées à la revente	55 5 734 952	6 046 888
Prêts	56	
Placements à titre d'investissement	57 595 880	550 196
Participations dans des entreprises municipales	58	
	59 343 524 149	311 955 653
Éléments de passif		
Dette à long terme	60 91 388 025	72 218 194
Frais reportés liés à la dette à long terme	61	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	62 (13 941 155) ()	(2 587 514)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	63 () ()	()
	64 77 446 870	69 630 680
Dette en cours de refinancement et autres éléments	65	
	66 77 446 870	69 630 680
	67 266 077 279	242 324 973

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u>1</u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 3 948 253	3 073 403
Charge de l'exercice	5 (278 439)	(421 616)
Cotisations versées par l'employeur	6 1 429 461	1 296 466
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>5 099 275</u>	<u>3 948 253</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 88 889 583	88 594 246
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (78 536 000)	(71 823 910)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 10 353 583	16 770 336
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 5 099 275	3 948 253
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 15 452 858	20 718 589
Provision pour moins-value	13 (10 353 583)	(16 770 336)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>5 099 275</u>	<u>3 948 253</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u> </u>	<u> </u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 <u> </u>	<u> </u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 2 561 995	2 374 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 <u> </u>	<u> </u>
	21 2 561 995	2 374 000
Cotisations salariales des employés	22 (1 387 822)	(1 180 294)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (75 065)	(80 452)
	24 1 099 108	1 113 254
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 328 444	248 225
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 6 416 753	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 <u> </u>	<u> </u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 <u> </u>	<u> </u>
Variation de la provision pour moins-value	29 (6 416 753)	191 246
Autres	30 <u> </u>	<u> </u>
-	31 <u> </u>	<u> </u>
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>1 427 552</u>	<u>1 552 725</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 4 828 443	4 614 944
Rendement espéré des actifs	34 (5 977 556)	(5 746 053)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 (1 149 113)	(1 131 109)
Charge de l'exercice	36 <u>278 439</u>	<u>421 616</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 1 414 433	4 622 978
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (5 977 556)	(5 746 053)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 (4 563 123)	(1 123 075)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (3 333 096)	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 4 011 444	3 865 144
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 81 492 700	85 402 637
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 14	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,25 %	6,79 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,79 %	6,79 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,70 %	3,70 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,50 %	2,75 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2011	2010
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 ()	()
Charge de l'exercice	58 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2011	2010
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2011	2010
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2011	2010
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	13	13

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2011	2010
Cotisations des élus au RREM 95	23 484	23 229
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	79 140	78 283
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	14 443	14 059
98	93 583	92 342

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	91 388 025
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	10 946 692
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	1 867 217
Débiteurs	8	13 941 155
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	944 776
Autres		
-	11	
-	12	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	13	85 581 569
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	14	
Endettement net à long terme	15	85 581 569
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	178 964
Communauté métropolitaine	17	
Autres organismes	18	
Endettement total net à long terme	19	85 760 533
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	85 760 533
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

TAXES		Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	47 841 031	48 108 677	44 819 973
Taxes spéciales				
Service de la dette	2		54 624	57 296
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	47 841 031	48 163 301	44 877 269
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	4 634 300	4 703 365	4 602 143
Égout	11	4 414 300	4 265 362	4 073 487
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	7 064 000	7 191 514	4 864 533
Autres				
-Arrosage insectes	14	370 500	329 954	321 304
-Fosses septiques	15	330 360	351 212	405 327
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		327 245	285 484
Service de la dette	18	1 708 601	1 731 256	1 606 817
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20		815 233	409 935
	21	18 522 061	19 715 141	16 569 030
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	18 522 061	19 715 141	16 569 030
	26	66 363 092	67 878 442	61 446 299

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	212 300	209 319	199 195
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	212 300	209 319	199 195
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	967 435	980 120	911 845
Cégeps et universités	33	277 305	285 235	263 635
Écoles primaires et secondaires	34	1 080 860	1 084 464	1 043 329
	35	2 325 600	2 349 819	2 218 809
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39		2 649	768
	40		2 649	768
	41	2 537 900	2 561 787	2 418 772
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42		894 438	861 841
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45		894 438	861 841
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46	891 761		
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48	891 761		
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50	36 239	28 977	36 034
	51	36 239	28 977	36 034
	52	3 465 900	3 485 202	3 316 647

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

TRANSFERTS	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53		
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	45 750	
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61	494 529	246 488
Transport adapté	62		721 519
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65	5 200	4 018
Transport par eau	66		5 248
Autres	67		73 402
73 402			75 727
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	11 900	10 563
Réseau de distribution de l'eau potable	69	6 550	7 041
Traitement des eaux usées	70		8 628
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		664 417
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73	770 000	431 823
Tri et conditionnement	74		304 867
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77	50 000	81 803
Protection de l'environnement	78		13 234
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84	99 300	148 877
Promotion et développement économique	85		42 616
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87		41 332
Activités culturelles			
Bibliothèques	88	135 000	152 356
Autres	89	101 940	98 115
98 115			157 057
Réseau d'électricité	90		70 000
70 000			
	91	1 720 169	1 973 469
			1 965 469

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

TRANSFERTS (suite)	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	3 725 878	15 651
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100	17 425	
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	390 774	140 520
Réseau de distribution de l'eau potable	108	575 021	200 814
Traitement des eaux usées	109	54 638	4 067
Réseaux d'égout	110	582 517	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126	5 021 994	6 438 325
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128	5 637 709	6 865 030
Réseau d'électricité	129		
	130	16 005 956	13 664 407

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

TRANSFERTS (suite)		Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134	7 382	11 276	16 903
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	2 059 500	2 008 824	1 837 399
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138			
	139	2 066 882	2 020 100	1 854 302
TOTAL DES TRANSFERTS	140	3 787 051	19 999 525	17 484 178

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

SERVICES RENDUS	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146		
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151		
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		
Réseau de distribution de l'eau potable	157	35 000	27 772
Traitement des eaux usées	158		28 521
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168	35 000	27 772
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177	180 000	181 540
Activités culturelles			179 389
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180	180 000	181 540
Réseau d'électricité	181		179 389
	182	215 000	209 312
			207 910

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	393 935	376 239	435 856
Sécurité publique	184	356 380	380 348	342 541
Transport				
Réseau routier	185	87 000		
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186	436 200	478 495	458 612
Transport adapté	187			
Transport scolaire	188			
Autres	189			
Autres	190		131 827	142 278
Hygiène du milieu	191	17 000	35 226	20 216
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193	85 700	113 244	104 710
Loisirs et culture	194	1 366 000	1 362 498	1 344 972
Réseau d'électricité	195			
	196	2 742 215	2 877 877	2 849 185
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	2 957 215	3 087 189	3 057 095
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	350 000	519 145	440 776
Droits de mutation immobilière	199	1 700 000	2 376 176	2 273 607
Droits sur les carrières et sablières	200		320 750	300 964
Autres	201			
	202	2 050 000	3 216 071	3 015 347
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	2 000 000	1 846 635	1 963 695
INTÉRÊTS	204	320 000	373 171	486 596
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205	250 000	(191 486)	(37 040)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206		326 596	862 386
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres	211		1 238 844	170 991
	212	250 000	1 373 954	996 337

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Budget 2011		Réalizations 2011		Réalizations 2010
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	991 414	1 054 610	64 193	1 118 803
Application de la loi	2	628 395	620 304	37 757	658 061
Gestion financière et administrative	3	3 059 385	2 923 705	177 964	3 101 669
Greffé	4	611 734	553 030	33 663	586 693
Évaluation	5	873 585	814 809	49 597	864 406
Gestion du personnel	6	514 500	570 548	34 729	605 277
Autres	7	1 638 986	1 087 068		1 087 068
	8	8 317 999	7 624 074	397 903	8 021 977
					7 550 388
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	8 228 170	8 393 836	59 818	8 453 654
Sécurité incendie	10	4 304 187	3 964 325	345 588	4 309 913
Sécurité civile	11	227 449	255 026	2 345	257 371
Autres	12	695 832	700 640		700 640
	13	13 455 638	13 313 827	407 751	13 721 578
					8 875 102
					3 995 658
					216 448
					682 700
					13 769 908
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voie municipale	14	3 593 930	3 748 889	1 842 829	5 591 718
Enlèvement de la neige	15	4 538 286	4 678 078	2 299 587	6 977 665
Éclairage des rues	16	744 408	770 401	378 703	1 149 104
Circulation et stationnement	17	770 851	781 871	384 342	1 166 213
Transport collectif					
Transport en commun	18	1 818 385	1 739 890	60 838	1 800 728
Transport aérien	19	10 000	195 611		195 611
Transport par eau	20				
Autres	21	516 272	403 690		403 690
	22	11 992 132	12 318 430	4 966 299	17 284 729
					381 962
					15 745 206

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Budget 2011		Réalizations 2011		Réalizations 2010
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 874 630	2 402 078	313 890	2 715 968
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 455 318	1 228 196	1 003 351	2 231 547
Traitement des eaux usées	25	984 283	923 482	2 051 391	2 974 873
Réseaux d'égout	26	2 522 725	2 298 712	1 533 548	3 832 260
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	27	1 568 851	1 460 854		1 460 854
Collecte et transport	28	1 572 800	1 749 564		1 749 564
Élimination					
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	1 279 067	1 306 962		1 306 962
Tri et conditionnement	30	220 000	211 769		211 769
Matières organiques					
Collecte et transport	31	1 057 000	528 198		528 198
Traitement	32	420 000	226 026		226 026
Matériaux secs	33	46 785	65 518		65 518
Autres	34	720 000	1 230 474		1 230 474
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37	43 500	33 215		33 215
Protection de l'environnement	38	430 589	390 275	6 644	396 919
Autres	39	1 106 652	1 277 912		1 277 912
	40	16 302 200	15 333 235	4 908 824	20 242 059
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	225 000	217 188		217 188
Sécurité du revenu	42				
Autres	43				
	44	225 000	217 188		217 188
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 435 790	1 400 435	115 542	1 515 977
Rénovation urbaine	46	520 750	519 826	136 834	656 660
Biens patrimoniaux	47				
Autres biens					
Promotion et développement économique	48	1 348 100	1 211 930	5 326	1 217 256
Industries et commerces	49				
Tourisme	50				
Autres	51	68 392	58 054		58 054
Autres	52	3 373 032	3 190 245	257 702	3 447 947

**ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Budget 2011		Réalizations 2011		Réalizations 2010
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	2 658 805	2 881 829	176 879	3 058 708
Patinoires intérieures et extérieures	54	2 170 374	2 133 286	130 935	2 264 221
Piscines, plages et ports de plaisance	55	995 865	954 469	58 583	1 013 052
Parcs et terrains de jeux	56	2 191 939	2 230 129	136 879	2 367 008
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58	563 383	550 543	33 791	584 334
Autres	59	384 760	512 488		512 488
	60	8 965 126	9 262 744	537 067	9 799 811
Activités culturelles					
Centres communautaires	61	1 286 476	1 293 155	120 620	1 413 775
Bibliothèques	62	1 491 877	1 479 165	63 094	1 542 259
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64	163 297	162 684		162 684
Autres	65	361 225	254 142		254 142
	66	3 302 875	3 189 146	183 714	3 372 860
	67	12 268 001	12 451 890	720 781	13 172 671
	68				12 585 920
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	2 744 601	2 976 384		2 976 384
Autres frais	70				
Autres frais de financement	71				
Avantages sociaux futurs	72	522 932	460 241		460 241
Autres	73	3 267 533	3 436 625		3 436 625
	74	11 743 080	11 659 260	(11 659 260)	
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
					65 951
					2 519 996

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Taux global de taxation réel	32
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	36
Acquisition d'immobilisations d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme	37
Analyse de la charge de quotes-parts	38
Analyse de la rémunération	39
Analyse de l'activité « Eau et égout »	39
Analyse du coût des services municipaux	40
Acquisition d'immobilisations par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	42
Fonds de roulement - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2013	50
Transmission électronique du rapport financier	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2011 de la Ville de Drummondville (ci-après « la Ville »). Ce taux a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2011 de la Ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

1 CPA auditeur, CA permis no A108491

DATE 2012-05-24

Dernière modification avant dépôt : 2012-05-28 08:21:13

Dernière modification : 2012-05-28 08:21:13

Réservé au ministère

273 394 062	21 715 415	58 332 083	1,2309
-------------	------------	------------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>68 195 242</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	316 800
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>316 800</u>
Revenus de taxes	11	<u>67 878 442</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes			1	67 878 442
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u>316 800</u>
Total partiel			4	<u>68 195 242</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	9 535 914		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	327 245		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10	<u>9 863 159</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>58 332 083</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2011 ²	1	<u>4 730 892 970</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2011 ²	2	<u>4 747 206 770</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>4 739 049 870</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>58 332 083</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>4 739 049 870</u>
Taux global de taxation réel de 2011	6	| 1 | , | 2 | 3 | 0 | 9 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2011 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2011 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Budget 2011	Réalizations 2011	Réalizations 2010
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	272 500	591 141	1 005 990
Usines de traitement de l'eau potable	2		259 206	272 087
Usines et bassins d'épuration	3		39 455	19 250
Conduites d'égout	4	108 500	1 262 118	1 542 862
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	5 803 300	4 795 855	8 479 588
Ponts, tunnels et viaducs	7	198 000	9 703	101 148
Système d'éclairage des rues	8	70 000	688 351	835 841
Aires de stationnement	9	45 000	25 687	
Parcs et terrains de jeux	10	3 847 076	1 331 353	743 442
Autres infrastructures	11	75 000	7 418 358	1 536 352
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	284 100	1 119 556	1 246 343
Édifices communautaires et récréatifs	14	12 630 300	23 155 178	20 422 573
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	432 828	1 066 549	801 228
Ameublement et équipement de bureau	18	210 000	567 922	936 827
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 067 199	778 477	461 245
Terrains	20	300 000	587 900	363 449
Autres	21			
	22	25 343 803	43 696 809	38 768 225

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

Infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		591 141	1 005 990
Usines de traitement de l'eau potable	24		259 206	272 087
Usines et bassins d'épuration	25		39 455	19 250
Conduites d'égout	26		1 262 118	1 542 862
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	27			
Usines de traitement de l'eau potable	28			
Usines et bassins d'épuration	29			
Conduites d'égout	30			
	31		2 151 920	2 840 189

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	67 806 649	28 895 048	9 451 897	87 249 800
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	3 656 862		434 810	3 222 052
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	754 683	376 434	214 944	916 173
	7	72 218 194	29 271 482	10 101 651	91 388 025
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	8	1 452 980	77 081	506 741	1 023 320
Réserves financières et fonds réservés	9	983 164	96 122	235 389	843 897
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres					
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	10	10 479 625	1 528 357	479 354	11 528 628
De la municipalité (Société de transport en commun)	11	56 714 911	15 832 393	8 496 279	64 051 025
	12				
	13	69 630 680	17 533 953	9 717 763	77 446 870
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises					
Organismes municipaux	14	2 587 514	11 737 529	383 888	13 941 155
Autres tiers	15				
Autres	16				
	17				
	18	2 587 514	11 737 529	383 888	13 941 155
Prêts	19				
	20	2 587 514	11 737 529	383 888	13 941 155
	21	72 218 194	29 271 482	10 101 651	91 388 025
Dettes en cours de refinancement	22	()		()	
	23	72 218 194	29 271 482	10 101 651	91 388 025

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	634 901	473 415	416 245
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	21 732	21 732	
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	492 755	492 755	1 400 087
Cours d'eau	13	4 166	4 166	7 510
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	535 980	535 980	525 471
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	72 400	72 403	72 403
Activités culturelles	23		161 485	171 800
Réseau d'électricité				
	24			
	25	1 761 934	1 761 936	2 593 516

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale					
1 Cadres et contremaîtres	75,00	32,50	5 505 047	1 290 003	6 795 050
2 Professionnels					
3 Cols blancs	110,00	32,50	3 994 242	935 974	4 930 216
4 Cols bleus	137,00	40,00	5 761 669	1 369 828	7 131 497
5 Policiers					
6 Pompiers	57,00	42,00	1 540 090	360 891	1 900 981
7 Conducteurs et opérateurs (transport en commun)					
8	379,00		16 801 048	3 956 696	20 757 744
9	13,00		749 256	155 882	905 138
10 Élus	392,00		17 550 304	4 112 578	21 662 882

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT »
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Revenus de transfert		
	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	
	Total		
11 Approvisionnement et traitement de l'eau potable	10 563	390 774	401 337
12 Réseau de distribution de l'eau potable	480 031	102 031	582 062
13 Traitement des eaux usées		54 638	54 638
14 Réseaux d'égout		582 517	582 517

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être										
Logement social	157	217 188	172	187	217 188	202	217	232	217 188	232
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218	233		233
Autres	159		174	189		204	219	234		234
	160	217 188	175	190	217 188	205	220	235	217 188	235
Aménagement, urbanisme et développement										
Aménagement, urbanisme et zonage	161	1 400 435	176	1 115 542	1 515 977	206	1 113 244	221	1 402 733	236
Rénovation urbaine	162	519 826	177	136 834	656 660	207	222	237	656 660	237
Promotion et développement économique	163	1 211 930	178	5 326	1 217 256	208	223	238	1 217 256	238
Autres	164	58 054	179	194	58 054	209	224	239	58 054	239
	165	3 190 245	180	257 702	3 447 947	210	1 113 244	225	3 334 703	240
Loisirs et culture										
Activités récréatives	166	9 262 744	181	537 067	9 799 811	211	1 355 600	226	8 444 211	241
Activités culturelles	167	1 479 165	182	63 094	1 542 259	212	125 848	227	1 416 411	242
Bibliothèques	168	1 709 981	183	120 620	1 830 601	213	62 590	228	1 768 011	243
Autres	169	12 451 890	184	720 781	13 172 671	214	1 544 038	229	11 628 633	244
	170		185	200		215	230	245		245
Réseau d'électricité										
	171	64 448 889	186	11 659 260	76 108 149	216	3 087 189	231	73 020 960	246
										3 436 625

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
Rémunération	1	131 385	120 456
Charges sociales	2	30 005	28 344
Biens et services	3	42 140 066	36 865 645
Frais de financement	4	457 661	346 140
Autres	5	937 692	1 407 640
	6	43 696 809	38 768 225

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	3 775 891	3 441 815
Redressement aux exercices antérieurs	2		(44 377)
Solde redressé au début de l'exercice	3	3 775 891	3 397 438
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	2 776 933	2 378 453
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	1 456 082	
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(1 456 082)	
Réserves financières et fonds réservés	8	(2 000 000)	(2 000 000)
Montant à pourvoir dans le futur	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	776 933	378 453
Solde à la fin de l'exercice	12	4 552 824	3 775 891
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	6 093 116	4 854 088
Redressement aux exercices antérieurs	14		44 146
Solde redressé au début de l'exercice	15	6 093 116	4 898 234
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		1 233 901
Activités d'investissement	17		(39 019)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	1 456 082	
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les éléments à long terme	20		
	21	1 456 082	1 194 882
Solde à la fin de l'exercice	22	7 549 198	6 093 116
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	1 818 358	2 427 299
Redressement aux exercices antérieurs	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 818 358	2 427 299
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	678 441	812 369
Activités d'investissement	27	722 319	(3 421 310)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	2 000 000	2 000 000
Financement des investissements en cours	29		
	30	3 400 760	(608 941)
Solde à la fin de l'exercice	31	5 219 118	1 818 358

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
Montant à pouvoir dans le futur		
Solde au début de l'exercice	32 (3 400)	(4 393)
Redressement aux exercices antérieurs	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (3 400)	(4 393)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	39 ()	()
	40 ()	()
	41 ()	()
Diminution de l'exercice	42 959	993
	43 959	993
Solde à la fin de l'exercice	44 (2 441)	(3 400)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	45 (2 330 291)	(2 134 715)
Redressement aux exercices antérieurs	46	
Solde redressé au début de l'exercice	47 (2 330 291)	(2 134 715)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	48 (7 671 625)	(195 576)
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	49	
Excédent de fonctionnement affecté	50	
Réserves financières et fonds réservés	51	
	52	
	53 (7 671 625)	(195 576)
Solde à la fin de l'exercice	54 (10 001 916)	(2 330 291)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Solde au début de l'exercice	55 242 324 973	224 973 900
Redressement aux exercices antérieurs	56	
Solde redressé au début de l'exercice	57 242 324 973	224 973 900
Variation de l'exercice	58 23 752 306	17 351 073
Solde à la fin de l'exercice	59 266 077 279	242 324 973

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>8 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>4161</u>	2 000 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>10 000 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>10 000 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	1	2	3	4	5	6	7
	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement	Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	238 240 9	10	11	27 880 12	187 086 13	14
	15	238 240 16	17	18	27 880 19	187 086 20	21
							79 034
							79 034

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	2011	2010
	Budget	Réalizations
		Réalizations
Revenus		
Ventes d'électricité		
Domestique et agricole	1	
Générale et institutionnelle	2	
Industrielle	3	
Autres	4	
Autres revenus	5	
	6	
Charges		
Achat d'énergie	7	
Taxe sur le revenu brut	8	
Frais d'exploitation	9	
Autres frais	10	
Frais de financement	11	
Amortissement des immobilisations	12	
	13	
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () ()	
	15	
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES		
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Immobilisations		
Amortissement	17	
Produit de cession	18	
(Gain) perte sur cession	19	
Réduction de valeur	20	
	21	
Financement		
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22	
Remboursement de la dette à long terme	23 () () ()	
	24	
Affectations		
Activités d'investissement	25 () () ()	
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26	
Excédent de fonctionnement affecté	27	
Réserves financières et fonds réservés	28	
Montant à pourvoir dans le futur	29	
Financement des investissements en cours	30	
	31	
	32	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33	

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

Taxes sur la valeur foncière**Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="5"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> \$
Égout	2	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> \$
Eau et égout	3	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Traitement des eaux usées	4	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Matières résiduelles	5	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="3"/> <input type="text" value="0"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> \$

% de la valeur locative

Taxe d'affaires sur la valeur locative	6	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> %
---	---	---

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taxe d'eau	120,0000	4	par commerce
Taxe d'eau au compteur	,2800	7	par mètre cube
Taxe d'égout au compteur	,2200	7	par mètre cube
Tarification mouches noires	12,0000	4	1 unité de logement
Tarification mouches noires	8,0000	4	2@6 unités de logements
Tarification mouches noires	5,0000	4	7 unités de logements +
Tarification vidange fosses septiques	100,0000	4	résidentiel
Tarification vidange fosses septiques	50,0000	4	chalet
Taxe foncière Drummondville	,8100	1	
Taxe foncière St-Nicéphore	,8100	1	
Taxe foncière St-Joachim	,8100	1	
Taxe foncière St-Charles	,8200	1	
Taxe foncière non-résidentiel Drummond	1,7100	1	
Taxe foncière non-résidentiel St-Nicéph.	1,7100	1	
Taxe foncière non-résidentiel St-Joachim	1,7100	1	
Taxe foncière non-résidentiel St-Charles	1,7100	1	
Enlèvement et enf.déchets et coll.sel.	130,0000	4	1@6 unités de logements
Enlèvement et enf.déchets et coll.sel.	116,0000	4	7 unités de logements +
Enlèvement et enf.déchets et coll.sel.	65,0000	4	chalet
Matières putrescibles et organiques	45,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2011	7		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2011 des engagements en vertu du règlement concerné	8		\$
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11	316 800	\$
b) autres formes d'aide	12		\$
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2011 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	296 799	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18		\$
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19		20 <input checked="" type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 415, rue Lindsay, C.P.398
 (no) (rue)
Drummondville J2B 6W3
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 478-6566
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 478-3164
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel tresor@ville.drummondville.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom M. Benoit Carignan, CPA, CGA

Téléphone (819) 478-6559
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 478-3164
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel bcarignan@ville.drummondville.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE SENCRL

Titre Comptables agréés

Adresse 212, rue Heriot
 (no) (rue)
Drummondville J2C 1J8
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 477-6311
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 477-9572
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel andreroy@deloitte.ca

Responsable du dossier M. André Roy, CPA auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
 (no) (rue)
 _____ (Municipalité) _____ (Code postal)

Téléphone _____
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2013

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2011

Facteur comparatif

Valeur uniformisée

1

2

3 _____

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné(e), _____ (Nom) _____ (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de
la péréquation de 2013 sont exacts.

(Signature)

(Date)

Dernière modification avant dépôt : 2012-05-28 08:21:13

Dernière modification : 2012-05-28 08:21:13

Réservé au ministère

273 394 062	21 715 415	58 332 083	1,2309
-------------	------------	------------	--------

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier
 (Nom)
 de Drummondville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011, déposé lors
 (Nom de l'organisme)
 de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
 (Date)
 ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
 (Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 21 715 415 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
 à la page S34 ligne 4 est de 58 332 083 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification avant dépôt : 2012-05-28 08:21:13

Dernière modification : 2012-05-28 08:21:13

Réservé au ministère

273 394 062	21 715 415	58 332 083	1,2309
-------------	------------	------------	--------

RAPPORT FINANCIER 2011 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier (page S3);
 2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus et leurs sociétés de transport en commun)
 4. Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2013 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage

Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000

B) 6 800 000

C) 6 500 000

D) 1,4444

A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)

B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)

C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)

D) Taux global de taxation réel de 2011 (page S34 ligne 6)

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2011

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier.

Nom : Drummondville

**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011		2010
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	81 193 258	83 975 150	77 665 105
Investissement	2		17 285 039	14 101 089
	3	81 193 258	101 260 189	91 766 194
Charges				
	4	80 944 615	79 544 774	73 683 666
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	248 643	21 715 415	18 082 528
Moins : revenus d'investissement	6 (	) (	17 285 039 ) (	14 101 089)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	248 643	4 430 376	3 981 439
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	11 743 080	11 659 260	11 175 880
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	9 673 464 ) (	9 717 763 ) (	8 584 187)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	2 000 000 ) (	1 993 338 ) (	2 408 153)
Excédent (déficit) accumulé	12	(318 259)	(2 135 482)	(2 047 263)
Autres éléments de conciliation	13		533 880	260 737
	14	(248 643)	(1 653 443)	(1 602 986)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		2 776 933	2 378 453

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
Actifs financiers			
Débiteurs	1	43 167 425	31 733 266
Autres	2	10 339 269	5 438 672
	3	53 506 694	37 171 938
Passifs			
Dette à long terme	4	91 388 025	72 218 194
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	33 795 989	26 374 556
	7	125 184 014	98 592 750
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(71 677 320)	(61 420 812)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	337 193 317	305 358 569
Autres	10	7 878 065	7 740 890
	11	345 071 382	313 099 459
Excédent (déficit) accumulé	12	273 394 062	251 678 647

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	4 552 824	3 775 891
Excédent de fonctionnement affecté			
- Secteur ancien Dr'Ville	14	2 301 304	2 119 184
- Secteur St-Nicéphore	15	141 993	28 516
- Secteur St-Charles	16	9 956	498
- Secteur St-Joachim	17	(3 330)	(3 330)
- Actif avant sociaux futurs	18	5 099 275	3 948 253
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	7 549 198	6 093 121
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25	5 219 118	1 818 353
Montant à pourvoir dans le futur	26	(2 441)	(3 400)
Financement des investissements en cours	27	(10 001 916)	(2 330 291)
Investissement net dans les éléments à long terme	28	266 077 279	242 324 973
	29	273 394 062	251 678 647

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011		2010
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	66 363 092	67 063 209	61 036 364
Paievements tenant lieu de taxes	2	3 465 900	3 485 202	3 316 647
Quotes-parts	3			
Transferts	4	3 787 051	3 993 569	3 819 771
Services rendus	5	2 957 215	3 087 189	3 057 095
Autres	6	4 620 000	6 345 981	6 435 228
	7	81 193 258	83 975 150	77 665 105
Investissement				
Taxes	8		815 233	409 935
Quotes-parts	9			
Transferts	10		16 005 956	13 664 407
Autres	11		463 850	26 747
	12		17 285 039	14 101 089
	13	81 193 258	101 260 189	91 766 194

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Budget 2011		Réalizations 2011		Réalizations 2010
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale					
Évaluation	1	873 585	814 809	49 597	864 406
Autres	2	7 444 414	6 809 265	348 306	7 157 571
Sécurité publique					
Police	3	8 228 170	8 393 836	59 818	8 453 654
Sécurité incendie	4	4 304 187	3 964 325	345 588	4 309 913
Autres	5	923 281	955 666	2 345	958 011
Transport					
Réseau routier	6	9 647 475	9 979 239	4 905 461	14 884 700
Transport collectif	7	1 828 385	1 935 501	60 838	1 996 339
Autres	8	516 272	403 690		403 690
Hygiène du milieu					
Eau et égout	9	7 836 956	6 852 468	4 902 180	11 754 648
Matières résiduelles	10	6 884 503	6 779 365		6 779 365
Autres	11	1 580 741	1 701 402	6 644	1 708 046
Santé et bien-être	12	225 000	217 188		217 188
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	13	1 435 790	1 400 435	115 542	1 515 977
Promotion et développement économique	14	1 348 100	1 211 930	5 326	1 217 256
Autres	15	589 142	577 880	136 834	714 714
Loisirs et culture	16	12 268 001	12 451 890	720 781	13 172 671
Réseau d'électricité	17				
Frais de financement	18	3 267 533	3 436 625		3 436 625
Amortissement des immobilisations	19	11 743 080	11 659 260	(11 659 260)	
	20	80 944 615	79 544 774		79 544 774
					73 683 666

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3